



Consultation Publique de la Commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT

Contribution de la FNME-CGT

Préambule, en réponse à la question 28 de la CRE « Avez-vous toute autre remarque sur le prochain tarif TURPE 5 HTA-BT ? »

La présente consultation s'inscrit dans des choix politiques et des logiques d'objectifs que ne partagent pas la CGT : nous renvoyons à nos précédentes contributions aux consultations publiques de la CRE pour le détail de nos analyses, justifications de nos désaccords de fond et propositions alternatives.

Nous regrettons l'absence d'un réel retour d'expérience sur les dernières années : la CRE reste sur sa logique de développement du marché de l'énergie sans envisager les résultats pour le moins critiquable de sa mise en œuvre.

Lors de la précédente consultation portant sur la structure des prochains tarifs, nous avons insisté en particulier sur les deux points de désaccords suivants :

- La proposition retenue par la CRE va induire un déséquilibre entre des usagers particuliers qui devront supporter l'essentiel des hausses de tarifs dans les prochaines années et des professionnels/entreprises manifestement favorisés. En outre, nous considérons que les ménages les plus défavorisés, c'est-à-dire ceux ne pouvant engager financièrement les actions nécessaires à l'amélioration de leur habitat, seront fortement pénalisés. Enfin, pour ce qui est du traitement différencié entre clients équipés des nouveaux compteurs communicants et les autres, nous estimons qu'il s'agit là d'une discrimination inacceptable et demandons une égalité de traitement entre usagers à conditions comparables.
- Une dérive vers des tarifs différenciés géographiquement et horo-saisonnalisés. Il s'agit de mesures qui sont susceptibles de remettre en cause la péréquation tarifaire à terme, et pourraient générer des déséquilibres territoriaux accrus au détriment des zones rurales

Nous rappelons en outre que la méthode retenue pour l'élaboration de TURPE 4 et reprise pour TURPE 5 ne nous agréée pas. Nous prôtons une approche de nature plus économique, plus en phase avec la nature des activités du Distributeur, en phase avec le souhait exprimé par le législateur au travers de l'article 153 de la loi sur la transition énergétique.

Enfin, nous dénonçons depuis longtemps la trop grande complexité dans la construction des tarifs par la CRE.

Ces éléments rappelés, il est évident que la réponse de la CGT à la présente consultation sera centrée sur les préoccupations du corps social du Distributeur ENEDIS et sur nos attentes en termes de bon fonctionnement d'une entreprise de « Service Public National » sur le plan Industriel.

C'est pourquoi la CGT n'entend pas apporter de réponses sur des questionnements « techniques » ou prendre parti dans le cadre d'une négociation ENEDIS/CRE. La CGT ne répondra donc que partiellement à la liste des questions posées.

Par contre, la CGT souhaite attirer l'attention sur quatre points fondamentaux qui justifieraient, s'ils n'étaient pas assurés, une opposition majeure de sa part et l'utilisation de tous les moyens d'actions nécessaires :

- Le maintien de la trajectoire emploi actuelle d'ENEDIS. Le niveau des gains de productivité demandés par la CRE ne saurait se traduire par une contrainte générant une réduction d'emplois. Le niveau actuel d'emploi à ENEDIS suffit à peine à l'exercice normal des activités, et dans certains métiers les charges de travail sont à la limite du supportable. Par ailleurs, le renouvellement des compétences est loin d'être assuré après la « casse » sociale des années 90 et 2000 : c'est un enjeu majeur pour l'entreprise qui demande un effort de long terme. La CGT souhaite sur ces questions une réelle visibilité.
- Le maintien du niveau d'activité et la préservation du projet industriel initié depuis 2010. En lien avec le point précédent, mais aussi dans une logique industrielle de qualité et de service public, la CGT ne demande pas une hausse des investissements d'ENEDIS mais le maintien du niveau actuel dans le temps. La CGT alerte également sur des décisions qui engageraient ENEDIS dans une recherche de gains de productivité de court terme (par exemple sur ses achats) : nous savons d'expérience que cette logique produit à terme les effets opposés à ceux recherchés.
- La possibilité de s'inscrire dans les évolutions technologiques et nouveaux gisements d'activités. Il s'agit là bien entendu d'une question qui relève plus des décisions politiques que de la CRE. Pour autant, il appartient à la CRE de créer les conditions pour qu'ENEDIS puisse assumer un effort de recherche et développement conséquent.
- La couverture des nouvelles charges imposées au Distributeur liée aux modifications réglementaires et législatives. Le tarif doit en effet prévoir ces nouvelles charges et leur couverture.

Enfin, en termes de méthodologie, la CGT dénonce absolument le recours aux comparaisons entre le Distributeur français et d'autres opérateurs européens. Cela conduit à nier les spécificités du modèle français et à comparer y compris des réseaux et des territoires de natures différentes. Sans parler que cette réflexion ne prend pas en compte les choix de nature politique dans l'organisation et la conduite de l'activité. C'est une approche gestionnaire étriquée que nous contestons car elle ne sert in fine qu'à tendre vers le « moins disant ».

De la même manière pour le recours à des consultants dont nous affirmons que l'approche est politiquement orientée et les conclusions connues avant même qu'ils commencent leur travail. Finalement, le recours à ces « experts » ne sert que de justification à des orientations que nous réprouvons, la CRE se forgeant elle-même les outils pour les besoins de la cause. Nous regrettons que les pouvoirs publics (et la CRE elle-même) ne favorisent pas un débat contradictoire.

Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur le TURPE 4 HTA-BT entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur ce bilan ?

Le bilan répond aux objectifs que s'était fixé la CRE. Mais, ce ne sont pas ceux souhaités par la CGT. Pour autant nous devons reconnaître que TURPE 4 a permis à ENEDIS de poursuivre son projet industriel initié en 2010, que les investissements de toute nature sur le réseau ont été conséquents, que les effectifs du Distributeur ont augmenté. Il s'agit de choix d'entreprise qui ne sont pas du ressort de la CRE et cette responsabilité revient d'abord à ENEDIS. Mais constatons que la CRE n'a pas contrarié cette orientation, ce qui est évidemment positif.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans pour le prochain TURPE ? Sinon, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ?

La CGT s'est largement exprimée sur cette question : nous restons persuadés que le Distributeur a besoin de visibilité et de stabilité. C'est pourquoi la CGT souhaite une durée tarifaire la plus longue possible, calquée sur la durée des contrats de concession.

Les consultants missionnés par la CRE estiment que cela serait complexe à gérer. Peut-être puisqu'il faudrait mettre en place des mécanismes de révision ad hoc...Mais peut-on dire que le système actuel soit exempt de toute complexité et plus simple à appréhender ? La CRE ne propose-t-elle pas de tels mécanismes dans le cadre d'une durée limitée à environ 4 années ?

Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation d'ENEDIS selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

La CGT considère que la notion de charges d'exploitation est trop large. Si la CGT peut entendre que la CRE souhaite une maîtrise des coûts, elle attire l'attention sur le risque d'une vision de court terme. La CGT souhaite que la CRE engage une réflexion de type « coûts complets » induisant un regard sur l'ensemble de la période du tarif (voire au-delà) mais aussi une incitation à une logique de rapport coûts/qualité plutôt que de moins-disant.

Enfin, la CGT s'oppose totalement à toute recherche de productivité sur le personnel. Si le niveau d'une maîtrise de l'évolution des charges de personnel est un objectif qui peut se discuter, il ne peut faire obstacle à la réponse aux besoins en effectifs et à la priorité d'internalisation des activités. Cette logique serait de facto contre-productive puisque générant une dégradation du service aux usagers et de la qualité des réseaux.

La réponse aux besoins des salariés d'ENEDIS est également une préoccupation majeure de la CGT.

En conclusion, cette question devrait être revue, les conditions des gains de productivité (et du pourquoi de ces gains) précisées. En tout état de cause, l'effort d'ENEDIS réalisé les dernières années et celui inclus dans ses propositions pour TURPE 5 nous paraissent déjà largement suffisants.

Question 4 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant ENEDIS à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissement dans les réseaux ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

La CGT n'est pas favorable aux mécanismes de régulation incitatifs en règle générale. Pour ce qui est des modalités envisagées, nous manquons de précisions pour pouvoir l'apprécier.

Question 5 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant ENEDIS à la maîtrise de ses charges en capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé ?

La CGT n'y est pas favorable. En particulier, la CGT sera très vigilante sur les arbitrages qui seront faits dans le domaine immobilier : il n'est pas question d'accepter qu'ils se traduisent par des fermetures de sites de travail et une réduction de la présence d'ENEDIS dans les territoires ruraux. Cela sonnerait comme un abandon de ses obligations de service public. Idem en ce qui concerne les véhicules : la réduction du volume utile ou une baisse de la qualité des matériels n'est pas souhaitable.

Question 6 : Etes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour les différentes incitations financières concernant la qualité d'alimentation ? Les indicateurs, les cibles et la force des incitations vous semblent-ils pertinents ?

Il n'est pas du ressort de la CGT de répondre à cette question.

Nous attirons cependant l'attention de la CRE sur la nécessaire cohérence entre les différentes mesures envisagées : la hausse des contraintes liées aux modifications envisagées des incitations financières concernant la qualité d'alimentation ne peut s'envisager sans l'assurance des moyens pour y faire face. Ainsi de notre réponse à la question 5 par exemple.

Par ailleurs, la CGT attire l'attention sur la multiplication des risques (niveau et occurrences) liés au climat. Cette question nous semble sous-évaluée.

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions envisagées pour la pénalité versée aux utilisateurs en cas de coupure longue ?

Même chose que pour la question 6.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'ajout des indicateurs de suivi de la qualité d'alimentation proposés ?

Même chose que pour les questions 6 et 7. La CGT n'est pas favorable à une inflation du nombre d'indicateurs.

Question 9 : Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité envisagés ?

Idem questions précédentes.

Question 10 : Selon vous, les indicateurs existants permettent-ils de mesurer tous les aspects importants de la qualité de service d'ENEDIS ? Sinon, quels indicateurs devraient être rajoutés ?

La CGT n'est pas favorable à une inflation du nombre d'indicateurs.

Question 11 : Que pensez-vous de la caractérisation des indisponibilités du portail SGE ?

La CGT n'a pas de remarques sur cette question.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est à dire à la fixation d'un unique objectif de référence et de valeurs plafond et plancher pour les indicateurs incités financièrement pour la qualité de service ?

La CGT n'est pas favorable à cette évolution et souhaite le maintien du système actuel pour une raison de lisibilité de long terme.

Question 13 : Etes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ? Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi ?

La CGT est favorable aux révisions durant la période tarifaire pour prendre en compte des évolutions réellement significatives mais souhaite que ces révisions soient précédées d'un débat contradictoire. Un équilibre devra être recherché pour éviter une instabilité du système ne permettant pas une visibilité de long terme.

Question 14 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt d'inciter ENEDIS à réduire le coût total de ses pertes ?

La CGT considère que la mise en place de mesures de cette nature est prématurée. La CGT demande qu'elles soient envisagées uniquement à l'horizon 2020/2021, c'est-à-dire lorsque le déploiement des compteurs communicants sera significatif.

Question 15 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE ?

Cf. réponse précédente.

Question 16 : Etes-vous favorable à la reconduction du cadre de régulation des dépenses de Recherche et Développement prévus par ENEDIS pour le TURPE 5 ?

Pas de remarques sur ce point.

Question 17 : Quel est votre analyse de la trajectoire des dépenses et de programmes de Recherche et développement prévus par ENEDIS pour le TURPE 5 ?

Pour la CGT, cette trajectoire n'est pas suffisamment ambitieuse au regard de l'enjeu de l'introduction des nouvelles technologies et de la nécessité de se doter d'outils performants pour gérer les réseaux de demain.

Par ailleurs, nous regrettons que ces efforts soient uniquement centrés sur les nouvelles technologies de « gestion » (compteurs, smart-grids, etc.) : les matériels et le réseau dans sa dimension « physique » devraient faire l'objet d'une attention accrue.

Ces deux points nous font penser qu'un doublement de la trajectoire prévue serait nécessaire, associée à une diversification des programmes et champs de recherches.

Nous rappelons aussi que cet effort d'investissement devra être modulé en fonction des décisions politiques de confier ou pas certaines activités nouvelles à ENEDIS. Ainsi de la question de la gestion des données par exemple.

Question 18 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par ENEDIS en cours de période tarifaire ?

Pas de remarques particulières. La CGT s'interroge cependant sur la réelle nécessité d'introduire ce dispositif.

Question 19 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes de fonctionnement du CRPC existant ? Sinon quelles seraient, selon-vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

Pas de remarques sur ce point.

Question 20 : Etes-vous favorable aux évolutions du périmètre du CRPC envisagées par la CRE ? Etes-vous favorable ou défavorable à l'inclusion dans le périmètre du CRPC des redevances de concession ?

Oui, en particulier la CGT est favorable à l'inclusion des redevances de concession dans le périmètre du CRPC en raison des incertitudes relevées sur ce sujet par la CRE.

Mais, compte tenu de ces évolutions envisagées, la CGT estime que le plafond de 2 % devrait être revu à la hausse.

Question 21 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous dans le TURPE 5, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Sur le principe, la CGT est favorable à cette mesure mais avec une précision accrue sur l'objectif de cette clause de rendez-vous édictant comme principe la prise en compte de toutes les évolutions constatées sur l'ensemble de la période tarifaire.

Question 22 : Que pensez-vous des fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagée par la CRE ?

Comme rappelé dans notre préambule, la CGT conteste les résultats de l'audit mené par la CRE, en particulier le principe des comparaisons qui n'a pas de sens.

Il n'appartient pas à la CGT d'entrer dans une négociation ou de prendre parti entre ENEDIS et la CRE sur ce sujet.

Néanmoins, au regard de la situation actuelle d'ENEDIS telle qu'elle nous est connue et des besoins (liée à son projet industriel pour faire face à ses missions de service public, pour jouer pleinement son rôle dans la transition énergétique, et en particulier avec la nécessité de maintenir la trajectoire emploi), seul le haut de la fourchette envisagée par la CRE nous semble devoir être retenu comme base de discussion, le point de sortie devant probablement être compris entre cette estimation et celle demandée par ENEDIS.

La CGT insiste également sur la nécessité de maintenir une équité de traitement entre les distributeurs électricité et gaz, et le RTE : en ce sens certaines propositions de la CRE nous paraissent devoir être corrigées.

Nous citerons deux exemples : d'une part la révision rétroactive du fonds de péréquation de l'électricité pour les années 2012/2015 qui devrait selon nous être intégrée dans les charges d'exploitation, et d'autre part la logique qui voudrait que la charge d'impôts générée par les décisions de la Commission Européenne sur le traitement fiscal des provisions pour le renouvellement des ouvrages du Réseau d'Alimentation Générale (RAG) soit bien prise en compte dans les charges à couvrir. A défaut sur ce point, ENEDIS se verrait infliger une double sanction et un traitement discriminatoire par rapport à RTE.

Question 23 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE de reconduire pour la période TURPE 5 la méthode de calcul de charges de capital utilisée pour le tarif TURPE 4 ?

Cf. réponse de la CGT incluse dans son préambule.

Question 24 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE de couvrir au taux sans risque les frais financiers d'ENEDIS pour la période TURPE 5 ?

Comme pour la question 22, la CGT ne comprend pas ce qui pourrait justifier un tel écart entre sa proposition pour TURPE 5 et celle prise pour l'ATRD 5.

La CGT insiste sur la nécessaire équité de traitement entre les différents acteurs agissant dans le domaine régulé.

Question 25 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE de ne pas introduire de rémunération pour les immobilisations en cours d'ENEDIS pour la période TURPE 5 ?

Là encore, la CGT ne comprend pas cette différence de traitement entre GRDF et ENEDIS, ni la justification avancée par la CRE relative à une différence notable de « durée moyenne de la phase de construction ».

Question 26 : Que pensez-vous des fourchettes de valeurs envisagées par la CRE pour les taux de rémunération intervenant dans le calcul des charges de capital d'ENEDIS ?

Une nouvelle fois, la CGT conteste le résultat de l'audit mené par la CRE. Pour autant, la CGT n'a pas à prendre parti entre ENEDIS et la CRE sur cette question. Néanmoins, la CRE notera le souhait de la CGT d'un point de sortie concerté avec ENEDIS sur la base a minima de l'hypothèse fourchette haute de la CRE.

Question 27 : Que pensez-vous des hypothèses d'évolution de la consommation présentées par ENEDIS ?

Les hypothèses présentées par ENEDIS sont globalement cohérentes.